Thème 2 : Classes, stratification et mobilité sociale

Chapitre 3 : Comment analyser la structure sociale ?

Indications officielles :	Acquis de première :
On mettra en évidence le caractère multiforme des inégalités économiques et sociales ainsi que leur aspect parfois cumulatif (**I**). On procédera à des comparaisons aux niveaux européen et international en utilisant les principaux indicateurs et outils statistiques appropriés (TD). On présentera les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ainsi que leurs prolongements contemporains et on s'interrogera sur leur pertinence pour rendre compte de la dynamique de la structuration sociale. On mettra en évidence la multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés post-industrielles (statut professionnel, âge, sexe, style de vie) (**II**).	Salaire, revenu, profit, revenus de transfert, groupe social
	Notions au programme : Inégalités économiques, inégalités sociales, classes sociales, groupes de statut, catégories socioprofessionnelles
	Notions complémentaires : Revenus primaires, patrimoine, revenu disponible, polarisation, domination, lutte des classes, classe en soi / pour soi, conscience de classe, conception réaliste / nominaliste des classes sociales, capital économique / culturel / social, moyennisation, retour des classes sociales, classe ouvrière / classes populaires, âge / génération, sexe / genre, plafond de verre, ségrégation spatiale

Plan :

I/ Comment analyser et expliquer les inégalités ?
- A/ Des inégalités multiples et cumulatives
- B/ Comment expliquer l'évolution des inégalités ?

II/ Classes et stratification sociale
- A/ Les analyses des classes sociales
- B/ L'actualité de l'analyse des classes sociales
- C/ La diversité des critères de différenciation sociale

Durée : 12h de cours soit 4 heures pour le I (2h30 pour le A et 1h30 pour le B) et 8h pour le II (3h pour le A, 3h30 pour le B, 1h30 pour le C) + 2h de TD

Remarque : en TD sera étudié, en complément de ce cours :
- les outils statistiques pour mesurer les inégalités
- les PCS

I/ Comment analyser et expliquer les inégalités ?

A l'oral : Toute différence est-elle forcément une inégalité ? Un blond et un brun sont différents, mais sont-ils inégaux ?

Dire que deux individus sont différents, c'est dire qu'il existe une ou plusieurs distinctions entre ces individus.

Mais toute différence n'est pas une inégalité. Pour qu'une différence soit une inégalité, il faut qu'il y ait une hiérarchie, cad il faut que la différence se traduise en terme d'avantages et de

désavantages. Une différence ne devient une inégalité que si elle concerne un accès différencié à des ressources socialement valorisées.
Ainsi, les **inégalités** sont des différences entre individus ou groupes sociaux qui se traduisent en terme d'avantages et de désavantages et qui fondent une hiérarchie entre ces individus ou groupes.

A/ Des inégalités multiples et cumulatives *2h30*

1/ Les inégalités économiques

Les **inégalités économiques** traduisent un partage inégalitaire des richesses (de l'accès aux biens) et correspondent à toutes les différences de revenus et de patrimoine entre individus ou entre groupes sociaux. Elles se mesurent donc avec des critères monétaires.

Mesurer les inégalités économiques suppose donc de mesurer les inégalités de revenu et de patrimoine.

On peut s'intéresser aux écarts entre les plus riches et les plus pauvres : cf TD

Document 1 :

Distribution des salaires horaires bruts des postes à temps complet (en euros)

	Ensemble	Hommes	Femmes
Moyenne	***16,4***	17,3	14,7
Premier décile	**9,3**	9,5	9,0
Premier quartile	10,6	10,9	10,2
Médiane	***13,2***	13,7	12,6
Troisième quartile	18,1	19,1	16,6
Neuvième décile	**26,3**	28,6	22,5

Insee - DADS 2006

Q1 : Qu'est-ce qu'un salaire (rappel de Première) ?
Salaire : revenu du salarié en échange de son travail pour le compte d'un employeur.

Q2 : Faites une phrase avec les données en italique. Comment distingue-t-on le salaire moyen du salaire médian (rappel de Première) ?
Le salaire moyen est calculé en additionnant tous les salaires et en divisant par le nombre de salariés. Ainsi, en 2006, en France selon l'INSEE, le salaire moyen brut était de 16,4 euros par heure.
Le salaire médian est le niveau de salaire tel que les 50 % des salariés ont un salaire inférieur et 50 % des salariés reçoivent plus. En 2006, la moitié des français avaient un salaire supérieur à 13,2 euros rut par heure.

Q3 : Pourquoi le salaire moyen est-il toujours supérieur au salaire médian (rappel de Première) ?
Quand on étudie la répartition des revenus, la moyenne est toujours supérieure à la médiane, car la dispersion des hauts revenus est plus importante que celle des bas revenus : les hauts salaires « tirent » la moyenne vers le haut mais n'ont pas d'impact sur la médiane.

Q4 : Faites une phrase donnant le sens des données en gras.

10 % des salariés à temps complet ont un salaire horaire brut inférieur à 9,3 euros, 10 % un salaire supérieur à 26,3 euros.

Q5 : Calculez le rapport interdécile pour l'ensemble et faites une phrase présentant votre résultat.
Rapport interdécile = D9 / D1 = 26,3 / 9,3 = 2,8 = les 10 % de français les mieux rémunérés avaient en 2006 un salaire au moins 2,8 fois supérieur à celui des 10 % de français les moins bien rémunérés.

Q6 : Calculez le rapport interdécile pour les hommes et pour les femmes. Que peut-on en conclure ?
Hommes : 28,6 / 9,5 = 3,01
Femmes : 22,5 / 9 = 2,5
Les hommes ont de meilleurs salaires que les femmes (même à qualification équivalente), mais les inégalités de salaires sont également plus importantes chez les hommes que chez les femmes.
Comment l'expliquer ? Cf chapitre structure sociale : le plafond de verre empêche les femmes d'accéder aux postes les mieux rémunérés, donc les femmes ont moins souvent des salaires très élevés, donc la dispersion des salaires est plus faible.

Mais le salaire n'est qu'un élément du revenu des ménages.

Rappel de 1e : le salaire (revenu du travail) fait partie des revenus primaires.
Rappelez la définition et la composition du revenu primaire.
Les **revenus primaires** sont l'ensemble des revenus liés à l'activité productive, donc au partage de la valeur ajoutée. Ils rémunèrent les facteurs de production : capital et travail.
3 types de revenus primaires :
- Les revenus d'activité ou du travail rémunèrent l'apport de facteur travail = salaires, mais aussi traitement des fonctionnaires.
- Les revenus de la propriété ou du capital rémunèrent le fait de mettre du capital à la disposition d'un agent économique (loyers, dividendes...)
- Les revenus mixtes rémunèrent à la fois l'apport de facteur travail par le travailleur indépendant, et son capital.

Mais tous les revenus ne sont pas liés à la participation à la production. Il existe aussi des **revenus de transfert** issus de la redistribution, notamment les prestations sociales qui protègent contre les risques sociaux.
Rappelez la définition et le mode de calcul du revenu disponible brut.
Le **revenu disponible brut** est le revenu après transferts de redistribution, cad après avoir reçu des aides de l'Etat (= prestations sociales) et après lui avoir versé les impôts et cotisations sociales (= prélèvements obligatoires) : RDB = revenu primaire + prestations sociales – prélèvements obligatoires
Le RDB est souvent **ajusté à la taille du ménage**. Ainsi, pour calculer le niveau de vie d'un ménage, il faut diviser le revenu disponible de ce ménage par le nombre d'unités de consommation.
Ainsi, à revenu identique, plus la taille du ménage est importante, plus le niveau de vie est faible.

On comparera plus tard les inégalités avant et après redistribution, afin d'étudier le rôle de l'Etat dans les inégalités.

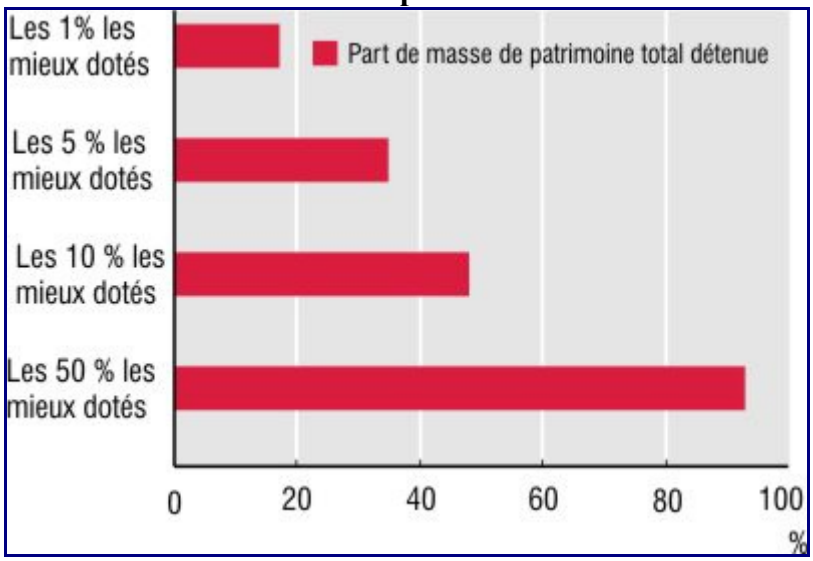
Avant cela, il faut présenter les inégalités de patrimoine, autre inégalité économique.

Rappel de 1e : qu'est-ce que le revenu ? Qu'est-ce que le patrimoine ? Comment les distingue-t-on ?

Pour distinguer le revenu du patrimoine, il faut rappeler la distinction entre flux et stock.
Flux fait référence à une circulation de produits, de revenus, de monnaie... On ne peut donc pas mesurer un flux à un moment donné, mais seulement pendant une période donnée, cad entre deux moments. Ex : les flux au cours d'une année.
En revanche, stock = ce qui est détenu à un moment donné.
Revenu : ce qui peut être consommé par un agent économique au cours d'une période sans diminuer la valeur de son patrimoine. Le revenu est un flux.
Patrimoine : état des avoirs et des dettes détenus par un agent économique à un moment donné. Le patrimoine est un stock. (avoirs : ce qui est détenu en positif / dette en négatif, d'où patrimoine = avoirs – dettes)
Ainsi, le revenu non consommé est épargné, l'épargne est un flux qui vient alimenter le stock de patrimoine détenu par un individu ou un ménage.

Document 2 :

Répartition de la masse totale de patrimoine brut entre les ménages



Insee, enquête Patrimoine 2009-2010

Q1 : Lire la première donnée.
Début 2010, en France, les 1 % de ménages les mieux dotés en patrimoine détiennent 18 % de la masse totale de patrimoine, tandis que le reste des ménages détiennent 82 % de la masse totale.
Remarque : l'INSEE définit le patrimoine brut global : montant total des actifs détenus par un ménage. Il inclut son patrimoine financier, immobilier et professionnel, mais aussi les biens durables (voiture, équipement de la maison, ...), les bijoux, les œuvres d'art et autres objets de valeurs..., soit tout ce qui relève du patrimoine matériel, négociable et transmissible des ménages.

Q2 : Les inégalités de patrimoine sont-elles plus ou moins fortes que les inégalités de revenus ?
Les inégalités de patrimoine sont beaucoup plus élevées que les inégalités de revenus : 10 % des français détiennent la moitié du patrimoine total et les 50 % les plus pauvres possèdent moins de 10 % du patrimoine total.

Remarque rapport interdécile : en 2010, selon l'INSEE, le patrimoine moyen des 10% des ménages au patrimoine le plus élevé est 920,2 fois plus élevé que le patrimoine moyen des 10% des ménages au patrimoine le moins élevé.

Il peut être également intéressant d'utiliser l'outil PCS pour mesurer les inégalités.

Rappel : l'utilité de l'outil PCS pour mesurer les inégalités.

Document 3 :

Taux de détention du patrimoine en fonction de la PCS (France, 2010), en %

	Livrets défiscalisés	Épargne logement	Assurance vie, épargne retraite	Résidence principale	Autres logements	Répartition des ménages
Agriculteurs	90,9	68,6	71,1	86,4	31,4	1,4
Artisans, commerçants, industriels	77,7	35,9	54,2	66,7	28,1	5,4
Professions libérales	93,2	56,5	70,2	71,1	47,8	1,4
Cadres	91,5	50,4	59,8	68,0	29,9	9,5
Professions intermédiaires	90,2	41,9	51,0	57,7	16,8	14,7
Employés	85,9	28,5	45,7	37,2	12,2	12,5
Ouvriers qualifiés	84,8	29,4	44,4	45,	7,7	10,9
Ouvriers non qualifiés	70,7	19,4	31,5	25,9	7,1	4,8
Ensemble des ménages	84,5	3,9	48,3	57,9	18,5	------

Source : INSEE, enquête Patrimoine 2010.

Q1 : Rappelez la définition des PCS (voir TD).
Professions et catégories socioprofessionnelles : classification de l'ensemble de la population en un nombre restreint de catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale.

Q2 : Pourquoi s'intéresse-t-on essentiellement aux inégalités entre les cadres et les ouvriers ?
On s'intéresse généralement à la comparaison entre cadres et ouvriers car il s'agit des deux PCS les plus éloignées. Les cadres forment la PCS la plus en haut de l'échelle sociale (et le fait que les cadres représentent 13 % de la population active permet de dépasser la seule élite sociale), alors que les ouvriers sont la PCS emblématique des catégories populaires (même si on pourrait faire des statistiques avec l'ensemble ouvriers / employés).
Ici le tableau permet de distinguer parmi la PCS 3 les cadres (salariés) et les professions libérales (indépendants) et, parmi la PCS 6, les ouvriers qualifiés et non qualifiés.

Q3 : Faites une phrase permettant de comprendre le sens des données entourées.

En 2010, selon l'INSEE, 70,2 % des individus exerçant une profession libérale détenaient une assurance vie ou une épargne retraite (contre 31,5 % des ouvriers non qualifiés).
En 2010, 25,9 % des ouvriers non qualifiés étaient propriétaires de leur résidence principale (contre 71,1 % des professions libérales).
L'outil PCS permet donc également d'étudier les inégalités et confirme de fortes inégalités de patrimoine.

2/ Les inégalités économiques sont à l'origine d'une multitude d'inégalités sociales

Les **inégalités sociales** correspondent à une différence de situation des individus liée aux ressources sociales ou politiques (conditions d'existence, éducation, santé, accès au pouvoir…) et symboliques (titres scolaires, pratiques langagières…). Ces inégalités se mesurent donc avec des critères non monétaires.

Document 4 :

Taux de départ en vacances, en %

	1995	2000	2007	2012
Catégories aisées (20 % les plus riches)	86	81	78	82
Catégories pauvres (10 % les plus pauvres)	47	49	47	37
Moyenne	**65**	54	56	58

CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Q1 : Faites une phrase permettant de comprendre le sens de la donnée en gras.
Selon le Credoc, 65 % des français sont partis en vacances au cours de l'année 1995 (séjour en dehors de son domicile supérieur à 4 jours, pour des motifs autre que professionnels).

Q2 : Décrivez l'évolution des inégalités de départ en vacances.
En moyenne, les français partent moins en vacances depuis 1995. Mais ce sont surtout les plus pauvres qui ont réduit leur départ en vacances.
Ainsi, en 2012, les français aisés sont deux fois plus nombreux à partir en vacances que les pauvres.
Remarque : les plus riches partent plus en vacances, mais ils partent aussi plus souvent
Lire aussi doc 12 p. 288

Remarque : inégalités économiques et sociales se renforcent. Ainsi, les freins financiers expliquent deux tiers des non-départs des personnes se situant en bas de l'échelle des revenus (contre 15% des raisons de non-départ des personnes les plus fortunées).

Un exemple d'inégalité face à la santé :
Document 5 :

Espérance de vie à 35 ans selon le sexe et la PCS, moyenne 2000-2008

	Hommes	Femmes
Agriculteurs	44,6	49,6
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	44,8	50,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	47,2	51,7
Professions intermédiaires	45,1	51,2

Employés	42,3	49,9
Ouvriers	40,9	48,7
Ensemble	**42,8**	49,4

Insee Première, octobre 2011

Q1 : Faites une phrase présentant le sens de la donnée en gras.
Selon l'INSEE, au cours des années 2000, en moyenne, à 35 ans, les hommes peuvent espérer vivre 42,8 ans.

Q2 : Décrivez les inégalités face à l'espérance de vie selon le sexe.
Les femmes, quelle que soit la PCS, ont une espérance de vie supérieure aux hommes : à 35 ans, elles peuvent espérer vivre 7 ans de plus que les hommes en moyenne.

Q3 : Décrivez les inégalités face à l'espérance de vie selon la PCS.
Les cadres ont une espérance de vie nettement supérieure à celle des autres PCS, alors que les ouvriers sont la PCS avec la plus faible espérance de vie. Ainsi, un homme cadre de 35 ans peut espérer vivre 7 ans de plus qu'un homme ouvrier au même âge.
Remarque : cet écart a tendance à augmenter ces dernières décennies.
Remarque : avec l'allongement de l'espérance de vie, on s'intéresse de plus en plus à l'espérance de vie en bonne santé, et les inégalités constatées y sont encore plus fortes.

Liste non exhaustive, on aurait pu parler par exemple :
– des inégalités face à l'école : voir chapitre sur la mobilité sociale.
– des inégalités de participation politique. L'abstention augmente depuis plusieurs décennies, mais on ne s'abstient pas de la même façon selon la catégorie sociale : plus on est pauvre, peu diplômé et plus on s'abstient. Le *doc 15 p. 289* montre que les cadres sont plus souvent membres d'une association que les autres PCS.
– des inégalités d'accès à la culture : les catégories populaires ont moins accès à la culture (ont des pratiques culturelles moins développées) que les cadres. *Lire doc. 14 p. 288.*

Synthèse : inégalités multidimensionnelles = les catégories populaires partent moins en vacances, meurent plus jeunes, sont plus touchées par le chômage et la précarité, ont moins de chances d'accéder à des études supérieures, ont moins accès à la culture, ont une plus faible participation politique...

Au delà des inégalités entre riches et pauvres et entre PCS qu'on étudie ici, il existe également des inégalités entre les sexes, en fonction de l'âge, de l'origine (problème des "jeunes de banlieue", même s'ils sont français), de la religion...
Au sujet des inégalités selon le sexe et les générations : cf fin de ce chapitre
Au sujet des inégalités selon l'origine sociale et formation : cf chapitre mobilité sociale .

3/ Le caractère cumulatif des inégalités

Ces inégalités multiples ont tendance à se cumuler. Ainsi, par exemple, les inégalités face au logement se cumulent :
- les plus riches sont plus souvent propriétaires que les pauvres (*lire doc 11 p 287*)
- les plus vieux sont plus souvent propriétaires que les jeunes (*lire doc. 12 p. 287*)
Ainsi, être jeune et pauvre rend très peu probable le fait d'être propriétaire.

Au delà, ce sont les même qui sont au chômage, n'ont pas accès à la culture, ont une

espérance de vie faible... Par quels mécanismes explique-t-on cela ?

Document 6 :

Le cumul des inégalités

La pauvreté est une réalité multidimensionnelle [...] concernant l'ensemble des aspects de l'existence individuelle et collective : forte instabilité professionnelle, faiblesse des revenus primaires, dépendance importante à l'égard des revenus de transferts [...], faible niveau de formation générale et professionnelle [...], relations sociales limitées, éloignement de la vie politique [...]. En définitive, la pauvreté n'est pas seulement le défaut d'avoir (expropriation des moyens de production et de consommation, revenus insuffisants ou irréguliers, absence de réserve et de patrimoine). C'est plus fondamentalement le défaut de pouvoir : absence de maîtrise sur les conditions matérielles et institutionnelles de sa situation, précarité [...] et dépendance institutionnelle (notamment à l'égard des organismes de protection sociale) qui en résultent, fragilité des réseaux de socialisation (milieu professionnel, voisinage, association) [...]. La pauvreté, c'est enfin le défaut de savoir : non seulement la disqualification scolaire, le défaut de capital scolaire [...] et culturel [...], mais plus fondamentalement encore la faible capacité à symboliser, à se construire une représentation cohérente du monde, à s'y repérer et à s'y orienter de manière à pouvoir le transformer à son avantage. Si la pauvreté est multidimensionnelle, c'est qu'elle relève d'un processus cumulatif. Nous la définirons par l'accumulation de handicaps [...] résultant d'inégalités tendant à se renforcer réciproquement.

A. Bihr, R. Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, 2e édition, Syros, 1999.

Document 7 : doc. 1 p. 291

Question sur les documents 6 et 7 : Pourquoi peut-on dire que les inégalités sont cumulatives ?
On dit que les inégalités sont cumulatives pour dire qu'elles ont tendance à se renforcer mutuellement.
Ainsi, la pauvreté en terme de revenus conduit à une accumulation de handicaps. Le doc 7 montre que dans les Zones Urbaines Sensibles (les "quartiers"), la socialisation des jeunes générations se déroule dans des univers familiaux et sociaux marqués par la précarité des emplois, la faiblesse des revenus, l'importance du chômage. Les difficultés scolaires sont en partie la traduction de ces difficultés économiques : l'absence de diplôme ou la faiblesse des diplômes détenus prédispose les jeunes des ZUS au chômage ou à des emplois précaires.
Remarque : Ces difficultés sont renforcées par l'existence de pratiques discriminatoires envers des jeunes d'origine étrangère (en France, pas de statistiques ethniques).

A l'inverse, la richesse appelle la richesse, car une personne riche est amenée à cumuler le pouvoir politique et le prestige social, ces différentes dimensions se renforcent mutuellement. (rappel : cela renvoie aux 3 dimensions de la stratification sociale analysées par Max Weber).
Lire doc 2 p. 291 : « avoir de l'argent donne du talent »

Synthèse : Dans les PDEM contemporains, les inégalités de situation ont deux caractéristiques essentielles :

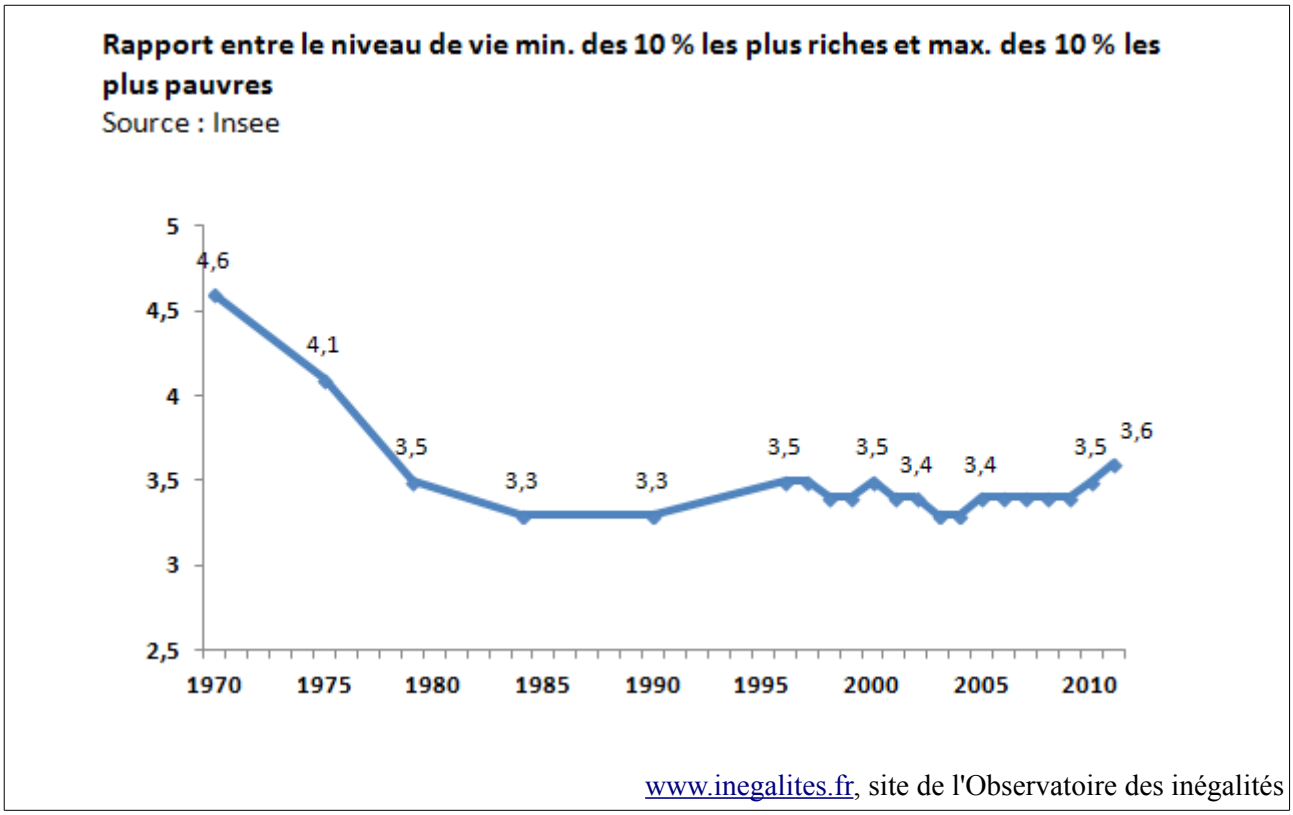
1) elles sont multidimensionnelles cad portent sur des domaines très divers de la vie économique et sociale (revenus, emploi, culture, école, santé, participation politique, etc.) Les inégalités spécifiquement économiques (qui traduisent un partage inégalitaire des richesses) sont à l'origine d'une multiplicité d'inégalités sociales. Par exemple, les inégalités de revenu et de patrimoine donnent naissance à des inégalités d'accès au logement, d'accès à la santé, etc.

2) elles tendent à être subies cumulativement par certaines catégories de la population : les avantages des uns s'additionnent pendant que les désavantages des autres se renforcent mutuellement.
   Remarque : Une autre caractéristique des inégalités économiques et sociales est qu'elles ont tendance à se reproduire d'une génération à l'autre (cf chapitre sur la mobilité sociale).

Mais comment évoluent les inégalités dans le temps et comment comprendre cette évolution ?

B/ Comment évoluent les inégalités ? *1h30*

Document 8 :



Q1 : Faites une phrase présentant le sens de la donnée en 2011.
En 2011, les 10% de français les plus riches avaient un niveau de vie au moins 3,6 fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres.

Q2 : Décrivez l'évolution des inégalités en France depuis 1970.
On a assisté en France à un fort recul des inégalités au cours du XXe siècle, notamment pendant les Trente Glorieuses.
Lien avec le II : la forte croissance des Trente Glorieuses et l'extension du champ d'intervention de l'État ont permis une « moyennisation de la société » favorable à la réduction de nombreuses inégalités.
Ce mouvement de réduction des inégalités a été stoppé dans les années 1980.
On assiste depuis les années 2000 à une très légère hausse des écarts entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres.

Pourtant le rapport interdécile masque certaines évolutions.

Document 9 :

Evolution des revenus annuels déclarés par personne entre 2004 et 2010

	2004 (en euros)	2010 (en euros)	Hausse
Les 50 % les plus riches gagnent au moins	17700	19000	7,30%
Les 10 % les plus riches gagnent au moins	35800	38200	6,70%
Les 1 % les plus riches gagnent au moins	81400	89400	9,80%
Les 0,1 % les plus riches gagnent au moins	203300	239200	17,70%
Les 0,01 % les plus riches gagnent au moins	556100	735000	32,30%

INSEE

Q1 : Faites une phrase présentant le sens des données pour les 0,01 % les plus riches.

Q2 : Que nous apprend ce document sur l'évolution des inégalités en France ?
Hausse des inégalités « par le haut », cad les plus riches s'enrichissent plus vite que les autres.

Comment l'expliquer ?

En classe, regarder doc. 3 p. 284 :
Plus on est riche, et plus le revenu est composé de revenus qui ne sont pas liés au travail, mais au capital.
Nous savons (doc 2) que le patrimoine est très inégalement réparti. Or, le patrimoine génère des revenus (loyers, dividendes...). Les revenus du patrimoine sont donc très inégalement répartis, ce qui aggrave les inégalités de revenu : cela permet de comprendre pourquoi les très riches ont vu leur revenu augmenter fortement ces dernières années, et donc pourquoi les inégalités se sont creusées « par le haut ».

Remarque : à relier à l'évolution du partage de la valeur ajoutée étudiée en 1e. Depuis 1983, la part du PIB rémunérant le travail a perdu environ 13 points, qui sont allés au capital. Or, les détenteurs du capital sont essentiellement les plus riches et reçoivent des revenus liés à leur possession de capital.

Transition : Mais alors, comment rendre compte de cette structure sociale inégalitaire ? Qu'est-ce qu'une classe sociale et ce concept est-il toujours pertinent pour analyser nos sociétés ?

II/ Classes et stratification sociale

Introduction

Acquis de Première : *La société est composé d'un grand nombre de sous-ensembles que vous avez étudié l'année dernière. Comment s'appellent-t-ils ?* Des groupes sociaux.
Rappel : pour pouvoir parler de **groupe social**, il faut que les individus constituant un groupe social soient en relation, directe ou indirecte ; qu'ils se définissent, et soient définis par les autres, comme membres de ce groupe.

Nous allons approfondir la réflexion entamée l'année dernière en analysant comment ces différents groupes sociaux sont différenciés et hiérarchisés, et comment ils peuvent entrer en conflit.
Structure sociale : description de l'organisation de la société en groupes sociaux hiérarchisés.
On peut analyser la structure sociale en terme de classes sociales ou de strates.

A/ Les analyses des classes sociales

Problématiques : comment rendre compte de la structure sociale, cad de l'existence de plusieurs groupes sociaux et des rapports de domination entre eux ? Les classes existent-t-elles réellement ou sont-elles une construction du sociologue ? Faut-il alors parler de classes sociales ou de strates ?

De la même manière qu'on a abordé les clivages théoriques au sein de la science économique à l'occasion de l'étude des crises économiques, il va nous falloir ici donner quelque éléments d'histoire de la pensée sociologique.

Le débat qui va nous intéresser oppose deux auteurs allemands, Marx à Weber (même si Weber, qui écrit après Marx, se défend d'avoir voulu être l'anti-Marx)

1/ La conception réaliste des classes sociales : Karl Marx 1h

Qui est Karl Marx ? Marx est un économiste et un sociologue allemand du milieu du 19e siècle. Mais Marx est également un militant politique, il est à l'origine d'un mouvement politique : il écrit (avec Fridriech Engels) le *Manifeste du parti communiste* en 1848. De nombreux auteurs se sont réclamés de Marx, tant en science économique, en sociologie ou en science politique, on les appelle des marxistes.

Document 10 :

Le concept de classes sociale chez Karl Marx

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes. Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une division hiérarchique de la société, une échelle graduée de positions sociales. Dans la Rome Antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens et des esclaves ; au Moyen Age, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs ; et, dans chacune de ces classes, des gradations spéciales.
La société bourgeoise moderne [...] n'a pas aboli les antagonismes de classe. Elle n'a fait que substituer aux anciennes de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'ère de la bourgeoisie, est

d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes grands camps opposés : la bourgeoisie et le prolétariat. [...]
Avec le développement de la bourgeoisie, c'est-à-dire du capital, se développe le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à condition de trouver du travail [...], contraints de se vendre au jour le jour. [...]
L'industrie moderne a transformé le petit atelier de l'ancien patron patriarcal en la grande fabrique du bourgeois capitaliste. [...] La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns des autres. La concurrence les divise d'intérêts. [...] La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi, cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte [...] cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe.

Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Editions des mille et une nuits, 1994 (1848) et Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Gallimard, 1965 (1847)

Q1 : Qu'est-ce qui détermine l'appartenance à une classe sociale selon Marx ?
Marx définit les classes sociales à partir d'un seul critère : la place occupée dans le processus de production. C'est donc un critère économique. Pour Marx, ce qui détermine la position sociale c'est la place dans le système productif : est-on ou non propriétaire des moyens de production (du capital) ?

Q2 : Quelles sont les deux principales classes sociales ?
Selon Marx, le système capitaliste repose sur la propriété privée des moyens de production et sur le salariat : le travail humain est transformé en marchandise vendue sur un marché.
Dans ce système, Marx oppose ceux qui détiennent les moyens de production, cad le capital, que Marx appelle les capitalistes (bourgeois, patrons) à ceux qui ne détiennent que leur force de travail et qui la louent au capitaliste, que Marx nomme prolétaires (ouvriers, salariés).
Remarque : à l'époque où Marx écrit, quasiment tous les salariés sont des ouvriers au sens de travailleurs manuels dans l'industrie.

Remarque : selon Marx, il existe plus de deux classes, mais il y a un processus de **polarisation** : processus qui conduit à l'élimination progressive de toutes les classes et fractions de classes autres que le prolétariat et la bourgeoisie.
Les classes intermédiaires (notamment la petite bourgeoisie = artisans et commerçants, propriétaires de leurs moyens de production, mais doivent travailler eux-même pour valoriser leur capital, ils n'ont pas de salariés) « tombent dans le prolétariat », car ils ne peuvent lutter contre la concurrence de l'industrie capitaliste, donc ils vont devenir eux-même des ouvriers.
Il n'y a donc que deux classes qui comptent réellement : bourgeoisie / capitalistes vs classe ouvrière / prolétariat.

Q3 : Pourquoi ces classes sociales sont-elles en conflit ?
Dans l'analyse de Marx, les rapports entre les classes sociales sont conflictuels car les différentes classes ont des intérêts qui divergent.
Il y a une **domination** des bourgeois sur les prolétaires : on parle de domination quand il existe des rapports asymétriques de commandement et d'obéissance entre les individus. Or, les ouvriers sont des salariés, leurs patrons, cad leur supérieur hiérarchique au sein de l'entreprise, forment l'autre classe, la bourgeoisie.
Marx explique que les propriétaires des moyens de production **exploitent** les prolétaires car leur salaire n'est pas à la hauteur de la valeur de ce qu'ils produisent (les capitalistes extorquent une plus-value car la rémunération des ouvriers correspond à ce qui est

nécessaire pour renouveler leur force de travail, mais les ouvriers produisent pour une valeur supérieure).

Q4 : Qu'est-ce que la lutte des classes ?
Ces deux classes ont donc des intérêts divergents et luttent pour les défendre. On appelle cela la **lutte des classes :** conflit entre les classes sociales antagoniques pour faire valoir leurs intérêts.
Ici le conflit social est très important : les membres d'une même classe sont capables de prendre conscience de leurs intérêts et de se réunir pour lutter ensemble contre un ennemi commun.
Pour Marx, c'est dans la lutte des classes que les classes prennent conscience de leurs intérêts communs et donc de leur existence : la lutte entre les classes sociales fait naître la **conscience de classe**, cad le sentiment partagé d'appartenir à telle ou telle classe.

Q5 : Quelle différence Marx fait-il entre "classe pour soi" et "classe en soi" ?
Les membres d'une **classe en soi** ont des caractéristiques communes, partagent les mêmes conditions de vie, à partir de critères objectifs (liés à la place dans le processus de production), mais n'ont pas forcément de sentiment d'appartenance commune.
On parlera de **classe pour soi** quand les membres du groupe ont conscience d'appartenir au même groupe, d'avoir des intérêts communs et donc de devoir les défendre.
Pour qu'on puisse véritablement qualifier de classe un groupe social, il faut qu'il y ait **classe en soi et pour soi**, cad que les membres de ce groupe social aient conscience d'appartenir à un groupe commun.
Ainsi, la classe ouvrière s'est constituée comme une classe en soi et pour soi : mouvement ouvrier pour défendre intérêts du groupe.
En revanche, la paysannerie n'est qu'une classe en soi : Marx parle de sac de patates pour illustrer que ses membres ne forment pas une entité commune ayant conscience de son existence. *Lire docs p. 187*

Conclusion : Marx a une **conception réaliste** des classes sociales car pour lui elles existent objectivement, les individus d'une même classe ont des intérêts en commun, une conscience de groupe.
Dans une conception réaliste, les classes sociales existent objectivement, réellement. Les individus ont des caractéristiques communes objectives et peuvent également prendre conscience d'avoir des intérêts en commun (ils ont un sentiment d'appartenance, une conscience de classe) et s'organiser pour les défendre contre une autre classe sociale (ils participent à la lutte des classes).

Traditionnellement, on oppose cette conception à celle de Max Weber.

2/ La conception nominaliste des classes sociales : Max Weber 1h

Max Weber, allemand aussi, est considéré comme le père fondateur de la sociologie en Allemagne (début 20e).
Remarque : Marx écrit avant Weber mais ne se souciait pas de fonder la sociologie en tant que science.

<u>Document 11</u> :

L'analyse nominaliste de Max Weber
L'analyse de Max Weber est pluridimensionnelle. Il distingue :

- les classes, qui correspondent à l'ordre économique ;
- les groupes statutaires, qui correspondent à l'ordre social ;
- les partis, qui correspondent à l'ordre politique.

L'ordre économique est “le mode selon lequel les biens et les services sont distribués et utilisés”. L'ordre social, “sphère de répartition de l'honneur”, est le mode selon lequel le prestige se distribue dans une communauté.

Quant à l'ordre politique, il peut être défini comme la compétition pour le contrôle de l'Etat. [...]

Max Weber donne une définition strictement économique de la situation de classe, en disant que c'est la chance caractéristique pour un individu d'accéder aux biens. Les individus, du fait de leur famille, de leur profession, [...] de la région où ils habitent ou de tout autre cause déterminante, ont des chances (au sens de possibilité) inégales, différentes, d'accéder aux biens. Ces différences définissent des situations de classe différentes.

Les classes ne sont par conséquent qu'une dimension de la stratification sociale même si Weber sous-entend qu'elles en sont la trame la plus importante dans les sociétés modernes. [...]

Des gens dont la situation est commune peuvent prendre conscience de cette situation et organiser une action commune. Les intérêts de classe peuvent n'entraîner aucune action commune, mais seulement ce que Weber appelle des actions de masse, simples résultats communs d'une même situation sans prise de conscience. Une action de classe, au contraire, répond au sentiment d'une communauté d'intérêts, elles est orientée vers une défense commune de ces intérêts.

A. Beitone et alii, *Sciences sociales*, Sirey, coll. Aide-mémoire, 4e édition, 2004

Q1 : Quels critères M.Weber retient-il pour classer les individus ? Quelle différence avec Marx ?

Lire aussi doc 7 p 189

Weber étudie 3 critères différents pour décrire les positions sociales des individus.

- Selon un critère économique, il distinguent des classes, qui regroupent des individus placés dans une même situation économique (définie de manière plus large que la seule place dans le processus de production, selon le revenu, le patrimoine, ce qu'il nomme l'accès aux biens…).
- Selon un critère social, il distingue des **groupes de statut**, qui regroupent des individus ayant un même degré de prestige social, associé à leur statut social. Il s'agit donc d'une distinction symbolique. Weber : « Nous appelons groupes de statut un privilège positif ou négatif de considération sociale revendiqué de façon efficace fondé sur le mode de vie, le type d'instruction formelle et la possession des formes de vie correspondante, le prestige de la naissance ou le prestige de la profession ». Le prestige des groupes de statut est donc lié au style de vie (ex : pratiques vestimentaires, comme la robe qui symbolise le prestige des magistrats), à la naissance (ex noblesse), aux diplômes (ex prestige des médecins)... *(lire doc 8 p. 189)*
- Selon un critère politique, cad selon l'accès au pouvoir, il distingue des partis qui sont une extension des groupes de statut et permettent l’action collective politique qui assoit leur domination.

Weber considère donc que la structure sociale ne s'organise pas seulement autour de l’opposition entre ouvriers et patrons, à partir de la seule position dans le processus de production.

Pour Weber, la classe n'est qu'une des dimensions de la place dans la structure sociale : l’ordre économique dans lequel s’inscrit la notion de classe ne constitue que l’une des trois dimensions de la stratification sociale, même si dans les sociétés modernes elle tend à devenir plus importante.

Q2 : Ces 3 dimensions sont-elles forcément liées ?

Pour Weber, les trois dimensions sont connectées : les membres de l’élite économique sont

souvent au sommet de l'échelle politique et statutaire. Mais cela n'est pas automatique, les personnes en haut de la hiérarchie économique ne sont pas forcément les mêmes que celles en haut de la hiérarchie sociale ou politique : par exemple, le noble désargenté conserve le prestige de l'aristocratie de par son logement – un château source de prestige –, et par son nom.
Alors que pour Marx, le pouvoir politique appartient à ceux qui dominent dans la sphère économique.

Conclusion :
- Selon M.Weber, les classes sociales sont construites par le sociologue (cf catégorie sociale) : dans cette conception **nominaliste**, le sociologue met les individus dans des catégories (les classes) afin de rendre compte de la structure sociale.
Ainsi, selon une conception nominaliste, les CS sont des collections d'individus, des outils de classement. Dans cette optique, les individus, même s'ils se ressemblent et développent des relations sociales entre eux, n'ont pas forcément de sentiment d'appartenance (conscience collective). Les individus ne sont pas prêts forcément à lutter ensemble car ils n'ont pas forcément d'intérêts en commun et donc pas conscience de classe (même si Weber dit que cette conscience est possible). Sans le sociologue, la classe n'existe pas.
- De plus, pour Weber, la structure sociale est stratifiée, c'est-à-dire qu'elle est constituée d'un ensemble de strates hiérarchisées en fonction de critères multiples. On utilise le terme de **stratification sociale** pour décrire cette situation. Une strate est un groupe d'individus partageant des caractéristiques communes, mais ne constitue pas pour autant un groupe social réel. Si la notion marxiste de classe sociale met l'accent sur l'opposition entre deux classes et la domination de l'une sur l'autre (capitalistes dominant les prolétaires), l'analyse de la stratification sociale insiste plutôt sur le grand nombre de strates et sur une gradation régulière des positions (métaphore de l'échelle, de bas en haut). A la différence de Marx, Weber ne débouche donc pas sur la conclusion de la polarisation.
Lire aussi doc 9 p. 190 : stratification sociale selon Warner (sociologue américain), qui s'inspire de Weber.

Q3 : Repérez 3 points communs et 3 différences entre les analyses de Marx et de Weber.
Points communs :
- M et W font tous les deux un classement hiérarchisé du social
- Ils emploient tous les deux le terme de classe sociale
- le terme de classe sociale est défini selon des critères économiques
Différences :
- définition de la classe repose sur la seule place dans les rapports de production chez M / plusieurs critères économiques chez W (revenus, patrimoine,... pas seulement liés à la place dans le processus de production)
- un seul critère de classement chez M (classe) / analyse pluridimensionnelle chez Weber (classe : un élément de classement parmi d'autres, les classes ne se superposent pas nécessairement avec les groupes de statut)
- conception nominaliste / réaliste : selon la conception réaliste développée notamment par Karl Marx, les classes sociales sont des groupes sociaux qui existent objectivement, elles ont une réalité propre indépendamment du regard du sociologue, cad elles existent avant même que le sociologue ne les observe / selon la conception nominaliste développée notamment par Max Weber, les classes sociales sont des collections d'individus, des outils de classement, c'est le sociologue qui rend effectif l'existence de la classe en regroupant des individus selon leur situation économique. Les classes n'existent donc pas objectivement mais sont des construction du sociologue, les individus qui les composent n'ont pas de conscience de classe.

3/ Une tentative de synthèse contemporaine : l'analyse de Pierre Bourdieu 1h

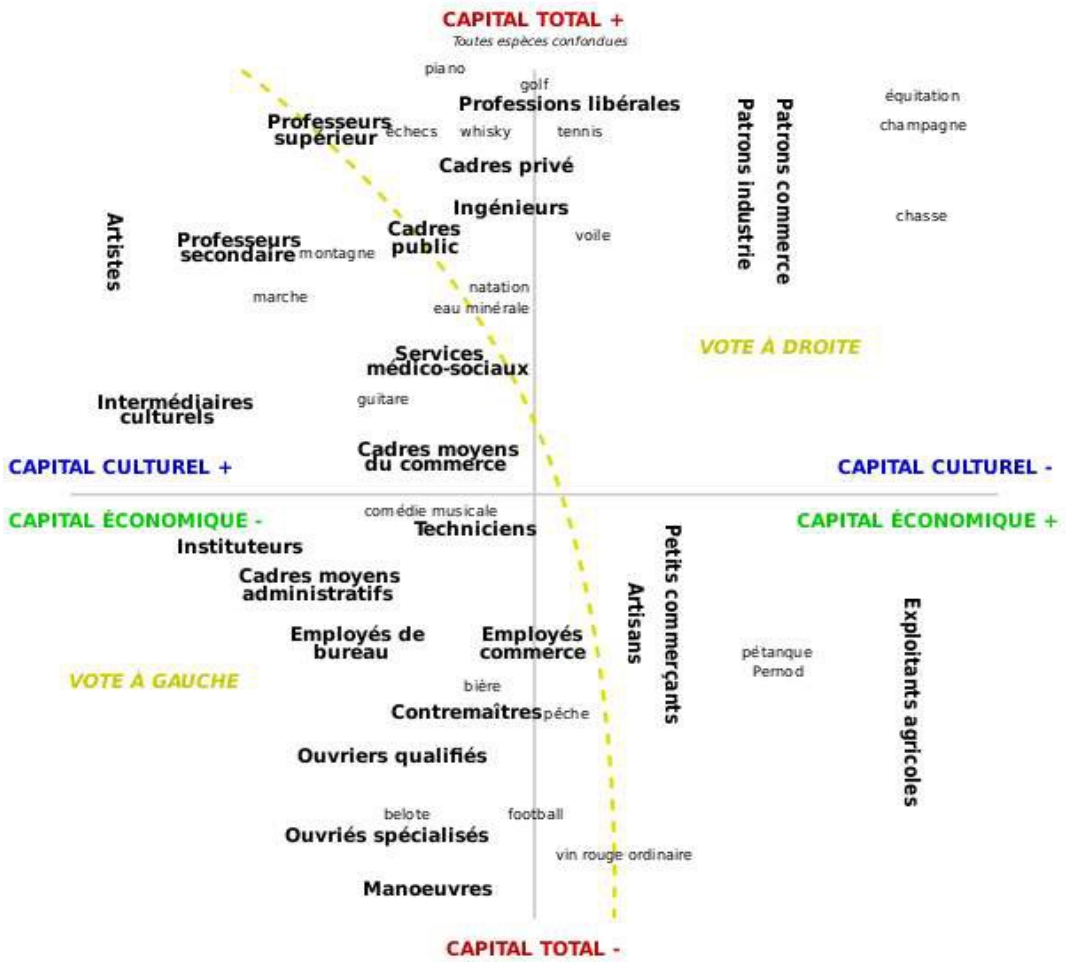
Bourdieu est un des plus importants sociologues français contemporains (mort en 2002).

Document 12 :

En puisant à ces deux sources, Pierre Bourdieu développe un espace social traversé par des rapports de domination, dans lequel les classes sont inégalement dotées et relativement fermées, mais où l'action collective n'est qu'une virtualité. Pour Pierre Bourdieu la position sociale est définie par le volume et la structure du capital global dont disposent les individus. Au delà d'une dimension économique, empruntée à Marx (le capital économique), Bourdieu accorde une grande importance au capital culturel (certifié notamment par les titres scolaires, mais également lié aux dispositions corporelles et à la familiarité vis-à-vis des biens culturels), au capital social (réseau de relations), ainsi qu'au capital symbolique qui renvoie à la considération que confère la possession des trois autres formes de capital. La hiérarchie sociale découle de la distribution inégale de ces différents capitaux avec une dimension quantitative : les agents fortement dotés constituent les classes dominantes ; mais aussi qualitative : selon la composition du volume global de capital la position des individus varie. Il définit ainsi trois classes liées à la possession de ces capitaux et à des habitus et styles de vie spécifiques. C'est donc une approche multidimensionnelle de la classe qui est développée. Entre ces classes le conflit n'est pas une nécessité mais il existe bien des rapports de domination et des luttes, notamment pour le contrôle du capital culturel, enjeu majeur selon Bourdieu. Les classes dominantes cherchent ainsi à imposer leur modèle culturel et leur vision du monde aux autres classes par le biais de pratiques de distinction, pour cela elles doivent contrôler les institutions productrices de légitimité comme l'école ou l'État. Il y a donc chez elles une stratégie consciente de reproduction. Bourdieu tente de dépasser l'opposition entre classes réelles et constructions du sociologue, qui distingue le réalisme marxien du nominalisme wébérien, en proposant la notion de « classes virtuelles ». Celles-ci, construites par le sociologue peuvent néanmoins prendre corps à travers un processus de mobilisation et de représentation, ce qui semble être observable pour la classe dominante. En ce sens, la définition des classes elle-même est perçue comme un enjeu dans la lutte que se livrent les classes.

Eduscol, Document d'accompagnement du programme de Terminale ES, 2012

Document 13 :



D'après Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Le Seuil, 1994

Questions sur les documents 12 et 13 :

Q1 : Que signifie la notion de capital chez Pierre Bourdieu ?
La notion de capital renvoie à un ensemble de ressources utilisables et mobilisables par un individu du fait de sa position dans l'espace social.

Q2 : Quels sont les trois types de capitaux distingués par Bourdieu ?
Bourdieu parle de capital global (somme des différents types de capital), mais il distingue 3 formes de capitaux :
- le **capital économique** : ensemble des ressources (revenus et patrimoine) d'un ménage qui lui permet de défendre ou d'améliorer sa position sociale
- le **capital culturel** est composé par l'ensemble des ressources culturelles (diplômes, biens culturels, rapports à la culture et à l'école, fréquentation de lieux culturels...)
- le **capital social** désigne l'ensemble des ressources sociales qu'un ménage ou un individu peut mobiliser, par son réseau de relations/connaissances (cas extrême : le piston).

Q3 : Comment Bourdieu distingue-t-il un professeur du supérieur d'un chef d'entreprise ?
Les professeurs d'université et les chefs d'entreprise font partie des classes dominantes car ils ont un fort capital total.
Mais Bourdieu repère si les individus ont davantage de capital économique que culturel ou l'inverse : bien que disposant d'un capital global équivalent, ils ne seront pas comparables. Ainsi, certains individus ont un capital global très élevé malgré un capital économique relativement modeste (ex profs de fac) alors que d'autres ont des revenus élevés sans

forcément avoir un capital culturel élevé (petits patrons).
De plus, Bourdieu distingue les styles de vie des groupes sociaux : ainsi, les pratiques sportives, culturelles, de consommation... diffèrent selon la plus ou moins grande possession des différents types de capitaux. *Lire aussi doc. 10 p. 190 et doc 7 p 196*

Q4 : Pourquoi peut-on dire que les travaux de Pierre Bourdieu sont une synthèse de l'approche de Marx et de Weber ?
Pour Bourdieu, comme pour Marx, l'espace social est structuré entre dominants et dominés et il distingue des classes dominantes et des classes populaires (ainsi qu'une classe moyenne).
Mais pour Bourdieu, comme Weber, la position dans le processus de production n'est qu'une dimension de la position sociale ; Bourdieu a une analyse multidimensionnelle de l'espace social.

Conclusion : vers une définition synthétique des classes sociales.

Document 14 : doc. 13 p. 191

Q : Proposez une définition des classes sociales selon Louis Chauvel.
Louis Chauvel, sociologue français, propose une définition des classes sociales qui se veut une synthèse entre Marx et Weber.
Classes sociales : catégories qui sont inégalement situées dans le système productif et marquées par une forte identité de classe, qui comporte trois dimensions : 1) temporelle (permanence dans le temps car faible mobilité, homogamie sociale) ; 2) culturelle (modes de vie communs) ; 3) collective (défense de ses intérêts dans la sphère politique).

B/ L'actualité de l'analyse des classes sociales

Le débat initié par Marx et Weber continue de nos jours. Il prend une forme différente : il s'agit de savoir si le concept de classe sociale est toujours pertinent pour analyser la structure sociale. Peut-on encore parler de classes sociales ?

1/ Les classes sociales s'effacent-elles ? L'effritement de la classe ouvrière et le développement des classes moyennes 1h

Document 15 :

Henri Mendras et la moyennisation de la société

Henri Mendras et plusieurs sociologues français [...] critiquent la représentation pyramidale traditionnelle de la société telle qu'elle découle de l'analyse marxiste. En effet, cette dernière est inadaptée à la société française actuelle, car elle ne prend pas en compte l'importance des classes moyennes dans les processus de changements sociaux.
Plutôt que des classes, il y aurait des ensembles qui s'agenceraient pour former la société. Cela évoque l'image d'une constellation. [...] Cette perception introduit une dynamique : "Les groupes sont des galaxies qui grossissent ou réduisent, qui deviennent brillantes, s'illuminent et illuminent leurs voisins, ou au contraire s'affaiblissent et peuvent s'éteindre. Et ces galaxies s'organisent en deux constellations principales : populaire et centrale, et quelques constellations de moindre importance : les indépendants, les techniciens, l'élite dirigeante, les pauvres, etc."
Fondamentalement, deux mouvements remettent en question la vision d'une société divisée en classes sociales. D'un côté, le sentiment d'appartenance à une classe sociale s'affaiblit puisque de moins en moins de gens se disaient appartenir à la classe ouvrière ou à la bourgeoisie, et ceux qui se situaient dans la classe moyenne deviennent plus nombreux, jusqu'à être majoritaires dans

l'ensemble de la population. D'un autre côté, les catégories sociales intermédiaires se multiplient. Ces deux éléments aboutissent à l'effacement de la classe moyenne elle-même, puisque, n'étant plus intermédiaire entre deux classes fortes et antagonistes, elle perd sa caractéristique propre d'être "moyenne". Comme chez Marx, il y a un mouvement d'absorption, mais sa nature est radicalement différente : ce n'est pas le prolétariat qui absorbe les classes moyennes mais l'inverse. Or, le gonflement de cette constellation centrale annonce sa disparition [...] : il n'y a plus de "classe moyenne", puisque personne ne s'intercale entre le peuple et la bourgeoisie. On assisterait donc à une moyennisation de la société.

Patrice Bonnewitz, *Classes sociales et inégalités*, Bréal, coll. Thèmes et débats, 2004

Q : Pourquoi certains sociologues parlent-ils de moyennisation de la société ?
Plutôt qu'une société polarisée autour de deux classes antagoniques comme dans l'analyse marxiste, Henri Mendras et de nombreux auteurs contemporains considèrent qu'il y a au contraire une **moyennisation** de la société, ce qui remettrait en question la pertinence du concept de classe sociale : vaste “constellation centrale” qui se développe au cours des Trente Glorieuses, cad les catégories intermédiaires, les “classes moyennes” se développent (cf hausse de la PCS professions intermédiaires) : *à visualiser avec le doc 2 p. 194.*
De plus, **homogénéisation des modes de vie** : la consommation de masse a rendu accessible aux catégories populaires des biens et services autrefois réservés aux classes dominantes, les modes de vie bourgeois et ouvrier ont eu tendance à se rapprocher, certains sociologues ont parlé d'embourgeoisement de la classe ouvrière.
Remarque : dans cette optique, on voit qu'il y a une continuité entres les différentes positions sociales plutôt que 2 classes séparées et opposées, d'où on préférera parler de strates que de classes. Le concept de classe sociale aurait donc perdu de sa pertinence pour analyser les sociétés contemporaines.
Schéma : moyennisation (2 flèches qui se rapprochent) / polarisation (2 flèches qui s'écartent).

Ce rapprochement des modes de vie a eu des conséquences sur le sentiment d'appartenance aux classes sociales.

<u>Document 16</u> :

Le sentiment d'appartenance aux classes sociales

L'évolution du sentiment d'appartenance à une classe sociale

	Enquête	Enquête	Enquête	Enquête	Enquête	Enquête	Enquête
	Avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale ?						
Oui	63	60	58	61	60	54	65
Non	37	35	40	38	39	45	34
Sans réponse	0	5	2	1	1	1	1
Total	*100%*	*100%*	*100%*	*100%*	*100%*	*100%*	*100%*
	Laquelle ?						
Les classes	31	32	39	38	42	51	58
La classe ouvrière,	33	29	19	22	21	17	9
Les cadres	6	6	6	7	5	6	4
Les pauvres, les	1	2	2	3	3	2	3
La bourgeoisie	4	3	2	3	1	3	3
Les travailleurs, les	6	6	5	5	6	4	2
La paysannerie, les	4	5	5	4	2	1	1
Les classes	1	0	0	1	1	1	1
Les commerçants,	1	2	2	1	1	1	0
Autre	9	12	14	12	14	12	16
Sans réponse	4	3	6	4	4	2	3
	100%	*100%*	*100%*	*100%*	*100%*	*100%*	*100%*

Source : TNS-Sofres, *L'état de l'opinion après les élections régionales,* 2010.

Q1 : Comment a évolué le sentiment d'appartenance à une classe sociale ? A la classe ouvrière ? A la classe moyenne ?
Ce sondage d'opinion réalisé en 2010, indique une progression du sentiment d'appartenance à une classe sociale (+ 11 points de novembre 2001 à juin 2010) : sur 100 individus interrogés, 65 indiquaient, en juin 2010, avoir le sentiment d'appartenir à une classe.
Mais le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière décline fortement sur la même période (-24 points), alors que l'identification à la bourgeoisie reste stable et faible (3%).
C'est le sentiment d'appartenance aux classes moyennes qui croît fortement entre 1982 et 2010 (+27 points) et qui devient majoritaire en 2010 : sur 100 personnes déclarant appartenir à une classe sociale, 58 choisissent la classe moyenne comme groupe d'appartenance.
Remarque : les *docs 4 et 5 p. 188* arrivent aux même conclusions, mais données moins récentes.

Q2 : Ce document confirme-t-il l'analyse d'Henri Mendras ?
Ce document abonde donc dans le sens de la thèse de la moyennisation. L'analyse marxiste de la polarisation autour de deux classes ne permet pas de penser l'effritement de la classe ouvrière et la montée en puissance des classes moyennes.

Synthèse : la **moyennisation** est assez indiscutable au cours des Trente Glorieuses :
- élévation du niveau de vie des classes populaires, et notamment des ouvriers. Cf compromis fordiste
- processus d'homogénéisation de la société française, cad développement d'une consommation de masse (permise par le compromis fordiste) qui tend à rapprocher les modes de consommation ouvriers de ceux du reste de la population. Pour symboliser cette évolution, on a parlé d'embourgeoisement des ouvriers
- cela conduit à l'effacement de la conscience de classe ouvrière : les ouvriers ressentent de

moins en moins l'appartenance à la classe ouvrière
- cela se manifeste notamment par le déclin des organisations ouvrières : déclin du PCF, crise du syndicalisme.

Transition : les sociologues sont d'accord pour constater un **brouillage des frontières entre les classes sociales**, dans la mesure où il est plus difficile de repérer des groupes bien distincts et homogènes. Mais il est nécessaire de nuancer l'analyse de la moyennisation et de ne pas proclamer la fin des classes sociales. Il existe toujours des rapports collectifs de domination, des inégalités entre groupes sociaux : même si les frontières entre les groupes sont moins nettes, les groupes existent toujours.
Certains auteurs considèrent même qu'on assiste à un retour des classes sociales (depuis 2000).

2/ Vers un retour des classes sociales ? 2h

Louis Chauvel est un jeune sociologue français. Ses travaux récents ont contribué à relancer le débat sur l'existence des classes sociales.

Document 17 :

Le retour des classes sociales ?

Dans les démocraties développées, la disparition des classes sociales semblerait un acquis et une évidence sur laquelle il est incongru de revenir. Cette question serait tranchée. […] Pour conclure à l'existence ou à la disparition des classes sociales, la mesure des inégalités économiques et sociales est stratégique : elle est la seule démarche permettant de diagnostiquer leur stabilité, leur diminution ou leur amplification, ainsi que leur structuration. [...] Si certains critères mettent en évidence un recul de la réalité des classes, soit dans la période 1965-1980, soit pour les générations de l'entre-deux-guerres jusqu'aux premières générations du baby boom, nous assistons depuis lors à une pause, voire à un regain de certaines inégalités. Le passage de la croissance rapide à la stagnation (ou croissance molle) a eu, en soi, un impact inégalitaire : la croissance permet de projeter un rattrapage à l'horizon de la vie ou d'une génération à l'autre, alors que la stagnation offre une vision d'immobilité. [...] Un certain nombre d'arguments permet donc de parler de maintien, voire de retour, des classes sociales.
Pour autant, dans ce diagnostic, un élément demeure manquant : celui concernant les identités collectives, autrement dit la conscience de classe. [...] L'identité collective telle que l'on pourrait la définir se révèle à tout un ensemble de critères : le sentiment d'appartenir à une classe sociale, la mobilisation animée par des syndicats spécifiques, l'unité d'action politique au travers de partis structurés sont, sans aucun doute, les points centraux de l'analyse. Il est indubitable qu'entre 1949, où 40 % des salariés étaient syndiqués et aujourd'hui, où ils ne sont plus que 10 % , une perte de mobilisation est évidente. Au long des Trente glorieuses, le PCF a représenté de 20 à 25 % des votes, contribuant à un activation permanente de la classe ouvrière. A 30 ans de distance,tout cela évoque un monde englouti. [...] Objectivement visibles mais subjectivement désarticulées, les classes sociales sont porteuses d'un avenir plus ouvert qu'on ne le conçoit généralement.

Louis Chauvel, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, octobre 2001

Q1 : Pourquoi Louis Chauvel ne remet-il pas complètement en cause la thèse de la moyennisation ?
Louis Chauvel ne remet pas en cause l'effacement des classes sociales durant les Trente Glorieuses, lié à l'homogénéisation des modes de vie : la hausse généralisée du pouvoir d'achat a permis un rattrapage, notamment par la diffusion à l'ensemble de la population de la consommation de masse (télévision, réfrigérateur, lave-linge...).

Q2 : Pourquoi peut-on parler d'un retour des classes sociales ?
La fin des Trente Glorieuses, donc le ralentissement de la croissance, s'est accompagné d'un renforcement des inégalités (hausse du chômage et des emplois précaires). Cela contribue à recréer des conditions objectives différenciées permettant de parler d'un retour des classes sociales.
Alors que la tendance des TG était propice à faire perdre de leur pertinence aux analyses en termes de « classes sociales », la nouvelle dynamique qui s'esquisse pourrait contribuer, bien au contraire, à un regain d'intérêt pour celles-ci selon Louis Chauvel.
De plus, les travaux de Chauvel tendent également à renforcer l'analyse en terme de polarisation : ses travaux montrent que les classes moyennes sont en crise actuellement. Il parle de "grand retournement" (après l'avènement des classes moyennes, leur crise, fragilisation), d'où se rapprochent des catégories populaires conformément aux prévisions de Marx.

Q3 : Expliquez la phrase soulignée.
Le retour en force de différences objectives permettant de repérer des classes sociales ne s'est pas traduit par un retour d'une conscience d'appartenance à une classe commune, il n'y a pas de sentiment subjectif d'appartenance à des classes (cf doc suivant).
Reformulez cela avec notions de classe en soi / classe pour soi. Retour des classes en soi mais pas, pour le moment, des classes pour soi.
Louis Chauvel estime ainsi que les théories annonçant la fin des classes sociales se trompent, ou plus exactement qu'elles ont considéré à tort que l'histoire était linéaire : ce n'est pas parce que les classes se sont effacées à un moment de l'histoire (TG) qu'elles ont disparu, qu'elles ne peuvent pas réapparaître.

Synthèse : depuis les années 1980, la plupart des PDEM sont marqués par un phénomène de creusement de certaines inégalités (notamment de certains revenus et de patrimoine ainsi que d'accès à l'emploi), ce qui conduit à réactualiser la thèse marxiste de la **polarisation** (élimination des classes autres que le prolétariat et la bourgeoisie).
Des auteurs comme Louis Chauvel, qui ne se revendiquent pas de la tradition marxiste, ont ainsi relancé le débat sur l'existence des classes sociales, notamment avec cet article sur "Le retour des classes sociales ?".
Cependant, Chauvel utilise un « ? », pourquoi ?

<u>Document 18</u> :

Des classes sociales sans conscience ?

Un certain nombre d'arguments permet de parler de maintien, voire de retour, des classes sociales. Pour autant, dans ce diagnostic, un élément demeure manquant : celui concernant les identités collectives, autrement dit la conscience de classe. […] L'identité collective telle que l'on pourrait la définir se révèle à tout un ensemble de critères : le sentiment d'appartenir à une classe sociale, la mobilisation animée par des syndicats spécifiques, l'unité d'action politique au travers de partis structurés sont, sans aucun doute, les points centraux de l'analyse. Il est indubitable qu'entre 1949, où 40 % des salariés étaient syndiqués et aujourd'hui, où ils ne sont plus que 10 %, une perte de mobilisation est évidente. Au long des Trente glorieuses, le PCF a représenté de 20 à 25 % des votes, contribuant à un activation permanente de la classe ouvrière. A 30 ans de distance, tout cela évoque un monde englouti. Pour autant, il est difficile de dire que le vote cesse de discriminer socialement les différentes classes sociales.
L'indicateur le plus difficile à interpréter concerne le « sentiment d'appartenance à une classe sociale », tel que les sondages de l'IFOP et de la SOFRES nous le restituent. [...] Plus intéressante est l'expansion de ceux qui se sentent membres de la « classe moyenne », dont le pourcentage croît

alors que décline celui de la population se sentant appartenir à la classe ouvrière. La population ressentant une appartenance à la bourgeoisie devient quant à elle de plus en plus ultraminoritaire, les milieux aisés se réappropriant l'image d'une classe moyenne à peine supérieure. Plus subtilement, les réponses « autres » se sont multipliées. Que recouvrent de telles réponses ? On peut émettre l'hypothèse qu'il s'agit notamment de ceux qui, s'ils avaient disposé d'une plus large palette de réponses, auraient déclaré des positions telles que « les petits », « le peuple », voire « les exclus », « les pauvres » et de nombreuses autres situations que la « classe ouvrière » ne représente pas. […]
Pour autant, il n'existe pas de mots sur la place publique, et certainement pas dans le discours actuel des partis, pour exprimer les besoins sociaux correspondant à ces positions sociales situées à l'intermédiaire entre une classe ouvrière incluse et une pauvreté marginalisée. Les sondages d'opinion sont ainsi dans l'incapacité de repérer que la « classe ouvrière » n'est plus la seule composante des « classes populaires », syntagme qui semble par défaut le terme le plus envisageable. Les membres de cette classe, faute d'entendre et de trouver un mot qui puisse leur convenir, se présentent eux-mêmes comme membres de la classe des « petits » ou des « exclus ».

L. Chauvel. « Pouvons-nous de nouveau parler de classes sociales ? », in J. Lojkine, *Les sociologies critiques du capitalisme,* PUF, coll. Actuel Marx, 2002.

Q : Comment interpréter la montée des réponses “autres” selon Chauvel ?
Quand on leur demande de se positionner dans une classe sociale, de plus en plus d'individus ne se reconnaissent pas dans la classe ouvrière (cf doc 7). Mais ces individus ne disent pas qu'ils n'appartiennent à aucune classe sociale, ils répondent qu'ils font partie d'une autre classe que celles proposées (le doc 7 confirme cette montée des réponses "autres").
Selon Chauvel, cela montre que la classe ouvrière ne recouvre plus l'ensemble des catégories populaires :
1) La hausse des services entraîne la hausse d'emplois faiblement qualifiés non ouvriers = PCS employés, qui ne partagent pas les mêmes conditions de travail et mode de vie que les ouvriers ;
2) De nombreuses personnes au chômage ou en emploi atypique ne se considèrent pas comme ouvriers, mais comme précaires ou pauvres.
Ce recul du sentiment d'appartenance à la classe ouvrière permet de comprendre une plus faible mobilisation car les intérêts de ces individus sont divergents (ouvrier en CDI / ouvrier précaire / ouvrier au chômage).
Mais le sentiment d'appartenir au bas de la hiérarchie sociale n'aurait pas diminué.
Ainsi, la notion de “**classes populaires**” au pluriel (comprenant les ouvriers, les employés, les chômeurs et les exclus) serait aujourd'hui plus pertinente que de parler de “classe ouvrière”.

Au delà, la baisse de la conscience de classe est-elle irréversible ?

<u>Document 19</u> : doc. 1 p. 206

Q1 : Décrivez l'évolution des inégalités et de la conscience de classe depuis 1830 en France.
Louis Chauvel, dans sa spirale des classes sociales, représente horizontalement l’intensité des inégalités (indice des classe en soi) et verticalement celle des identités collectives (classe sociale pour soi). Plus une société est à droite, plus la structure est inégalitaire ; plus elle est en haut, plus l’identité collective des classes est marquée.

1) Au début de la RI, les inégalités sont importantes sans présence de la conscience de classe ;
2) A la fin 19e – début 20e, les inégalités fortes conduisent à l'émergence d'une identité commune, une conscience de classe (classes en soi et pour soi) :
3) Au cours du 20e siècle, la classe ouvrière, qui s'est dotée d'outils de lutte (syndicats,

partis ouvriers) va parvenir à améliorer progressivement sa situation (amélioration des conditions de travail et de rémunération, développement de l'Etat-Providence après la Seconde Guerre mondiale, compromis fordiste), ce qui a contribué à la baisse des inégalités. Ainsi, pendant les Trente Glorieuses, les inégalités baissent mais la conscience de classe reste forte (les revendications sociales ont abouti = victoire du prolétariat) ;

4) A la fin des Trente Glorieuses, situation d'une société sans classe avec inégalités faibles et identités collectives faibles. L'« embourgeoisement du prolétariat » a entraîné la baisse du sentiment d'appartenir à une classe dominée, exploitée : le déclin des inégalités atténue la conscience de classe au cours des années 1970.
5) Depuis la fin du 20e siècle, la hausse des inégalités amène Chauvel à s'interroger sur « le retour des classes sociales » : du fait de la réduction de la conscience de classe, on assiste à une baisse des conflits (cf recul du syndicalisme, chapitre conflictualité sociale), ce qui a pour conséquence une reconstitution des inégalités (dégradation des conditions de vie d'une partie grandissante de la population : chômage, temps partiel...), mais il n'y a pas de réapparition de la conscience de classe.

Q2 : D'après ce document, le recul de la conscience de classe est-il irréversible ?
Le processus n'est pas linéaire : on parle à propos de ce schéma de « spirale des classes sociales ».
Quand Chauvel écrit, la réapparition des inégalités objectives ne s'est pas encore traduit par une reconstruction de la conscience de classe. Mais l'avenir est ouvert, comme le symbolisent les 3 flèches : il est possible qu'on reparte pour un nouveau cycle similaire, même si rien n'est automatique.
Le **recul de la conscience de classe** n'est donc **pas irréversible** ! Il est possible que le retour des inégalités conduise à une reconstitution des classes pour soi.
Chauvel critique donc les théories annonçant la fin des classes sociales.

De plus, d'autres travaux sociologiques ont étudié la grande bourgeoisie et se demandent si aujourd'hui elle constitue une classe.

<u>Document 20</u> :

La grande bourgeoisie, classe "réelle"

Les années quatre-vingt-dix voient s'affirmer la prédominance d'une idéologie libérale qui rejette la notion de classes sociales. [...] Bien au contraire nous entendons montrer que, s'il existe encore une classe, c'est bien la bourgeoisie, ces familles possédantes qui parviennent à se maintenir au sommet de la société où elles se trouvent parfois depuis plusieurs générations. La société française de la fin du XXe siècle est une société profondément inégalitaire. Les grands bourgeois sont riches, mais d'une richesse multiforme, un alliage fait d'argent, de beaucoup d'argent, mais aussi de culture, de relations sociales et de prestige. Comme les handicaps sociaux se cumulent, les privilèges s'accumulent. [...]
Que se passe-t-il à l'abri des regards indiscrets ? D'abord une intense sociabilité, dont les enjeux sont beaucoup plus importants que ne le laisse supposer une expression comme « vie mondaine ». À travers celle-ci s'accumule et se gère une forme de richesse essentielle, le capital social. Un capital qui, comme le capital économique, ignore les frontières : le capital social est lui aussi cosmopolite. La grande richesse se construit et se vit à l'échelle planétaire. La densité des relations conduit à une sorte de collectivisme paradoxal. Les familles mettent en commun une partie de leurs patrimoines et de leurs ressources dans le cadre des échanges incessants qui rythment leur vie. La richesse des uns vient ainsi accroître celle des autres par la médiation d'une intense sociabilité qui partage les valeurs d'usage, sans que, bien entendu, la propriété patrimoniale soit pour autant écornée. [La bourgeoisie] est à peu près la seule au début du XXIe siècle à exister

encore réellement en tant que classe, c'est-à-dire en ayant conscience de ses limites et de ses intérêts collectifs. Aucun autre groupe social ne présente, à ce degré, unité et conscience de soi. La bourgeoisie est bien toujours là, fidèle à la position, dominante. Classe en soi et classe pour soi, elle est la seule aujourd'hui à prendre ce caractère qui fait la classe réelle, à savoir d'être mobilisée.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, coll. Repères, 2007

Q : Pourquoi « s'il existe encore une classe, c'est bien la bourgeoisie » ?
Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot montrent que la grande bourgeoisie présente toujours des caractéristiques conformes à la définition marxiste de la classe sociale. Elle est à la fois classe en soi (importance de ses avoirs économiques, notamment en termes de patrimoine) et classe pour soi (forte conscience d'elle-même, fortes solidarités, importante capacité de mobilisation, forte homogamie).
Classe en soi et classe pour soi, la bourgeoisie serait aujourd'hui la seule classe réellement mobilisée.

Document 21 :

De l'inégalité sociale à l'inégalité spatiale

La question de l'inégalité spatiale tend [...] à prendre le pas sur celle de l'inégalité sociale. [...] Les « pauvres », depuis des siècles, étaient des gens qui travaillaient pour les propriétaires du sol ou du capital. [...] Les pauvres aujourd'hui, et c'est un fait nouveau à l'échelle séculaire, sont désormais, en France, pour l'essentiel les exclus du travail et des luttes sociales. La question cruciale n'est plus tant désormais de savoir ce qu'ils font, que là où ils sont. L'enjeu social tend à se réduire à un enjeu local : la Seine-Saint-Denis, les Minguettes, la Corse, le Bassin Minier… le marquage territorial se substituant à l'appartenance de classe, c'est-à-dire à la position dans la production. L'énergie n'est plus dans le rapport de force et le choc des intérêts du travail et du capital, adversaires indissociablement liés, mais dans l'évitement spatial. [...] Le conflit entre le pauvre et le riche ne se règle plus aujourd'hui, une bonne fois, sur le terrain social, il s'enlise désormais par la mise à distance, au sens propre, des protagonistes. [...]
Pour aller vite, les inégalités entre les grands territoires se réduisent du fait de mécanismes macro-économiques (et notamment des puissants dispositifs de redistribution publique et privée du revenu sur le territoire), alors que celles qui se développent au niveau infraurbain tiennent plutôt à des mécanismes microsociaux. Quand l'État et la sécurité sociale raccommodent les grandes pièces du territoire en mobilisant des dépenses équivalentes à plus de 50% du PIB (et donc à plus de 70% du revenu des ménages français), les comportements ségrégatifs des ménages — souvent relayés par leurs élus locaux — le mitent finement.

Laurent Davezies, « De la question sociale à la question spatiale », *Lien social et Politiques*, n° 52, 2004

Q1 : Pourquoi peut-on dire que la question sociale se spatialise ?
Certains territoires sont stigmatisés comme défavorisés (ex du 93), ou au contraire désignés un quartier privilégié (ex Neuilly).
On dit que la question sociale se spatialise, cad la position spatiale (le lieu de résidence) traduit de plus en plus la position sociale.

Q2 : Qu'est-ce que la ségrégation spatiale ?
La **ségrégation spatiale** peut-être définie comme un processus de séparation et de mise à l'écart d'individus ou de groupes sociaux spécifiques.
Elle est le résultat de stratégies des ménages, des entreprises et des élus locaux et contribue au développement d'inégalités spatiales à l'intérieur des villes.
Ainsi, les privilégiés cherchent à éviter les populations défavorisées en fuyant leurs territoires (choix en matière d'habitation, refus de la mixité sociale, choix d'une "bonne"

école et contournement de la carte scolaire...).

Synthèse : tendance à la moyennisation au cours des Trente Glorieuses, mais retour de la polarisation (cf expression de “retour des classes sociales” popularisée par Louis Chauvel).
Le concept de classe sociale demeure pertinent pour analyser la structure sociale contemporaine, même s'il faut prendre en compte d'autres dimensions que la seule place dans le processus de production mis en avant par Marx.

Au delà, les travaux sociologiques contemporains montrent qu'il existe d'autres critères de différenciation sociale.

C/ La diversité des critères de différenciation sociale 1h30

Les analyses de Weber et de Bourdieu mettaient l'accent sur différents "styles de vie", liés notamment aux différentes pratiques de consommation selon les groupes sociaux (lire doc 3 p. 199).
Nous allons présenter rapidement 3 autres critères.

1/ Une différenciation selon l'âge et la génération

L'**âge** désigne la durée écoulée entre la naissance d'un individu et une date donnée / la **génération** désigne un groupe de personnes étant nées à la même époque (année ou décennie) et ayant connu les mêmes événements historiques (d'où "génération 68")

Document 22 : doc. 1 p. 198

Document 23 :

Vers la lutte des âges ?

Pour L. Chauvel, la solidarité intergénérationnelle est mise à mal. Durant les Trente glorieuses, le « système de l'escabeau » assure la dynamique sociale suivant le principe suivant : les nouveaux arrivants sur le marché du travail sont payés à un salaire supérieur à celui auquel étaient embauchés leurs aînés. Ils gagnent moins que leurs pères toujours actifs, mais leur progression salariale fait qu'en fin de carrière, ils ont un salaire beaucoup plus élevé que la génération précédente. Cette dynamique est doublement intégratrice au niveau de l'entreprise (respect mutuel intergénérationnel) et au niveau familial (potentialité d'autonomie plus forte chez les jeunes).
Mais si pendant les Trente glorieuses la génération n'était pas un facteur de discrimination, elle le devient à partir des années 1980. L. Chauvel montre en effet que la loi du progrès générationnel de long terme est devenue obsolète : les actifs qui entrent sur le marché du travail au début des années 1980 sont confrontés à des rémunérations plus faibles et à une précarité accrue par rapport à leurs aînés. On peut donc se poser la question de l'existence d'une nouvelle « gérontocratie » et d'une « lutte des âges » qui se substituerait à une lutte des classes.

A. Beitone et alii, *Sciences sociales*, Sirey, coll. Aide-mémoire, 4e édition, 2004

Questions sur les documents 22 et 23 :

Q1 : Pourquoi, pendant les Trente Glorieuses, peut-on parler de système de l'escabeau ?
Les individus de la génération du baby boom (celle qui est née après la Seconde guerre mondiale) étaient quasiment assurés de gagner, au même âge, davantage que leurs parents (d'où métaphore de l'escabeau) : pendant les Trente Glorieuses, il y avait donc un progrès de génération en génération en terme de niveau de vie.

Q2 : Pourquoi peut-on dire qu'il y a une lutte des âges aujourd'hui ?
Les baby-boomers ont cumulé les avantages (postes les plus valorisés et rémunérés, avantages de l'Etat-Providence) tandis que les jeunes générations, arrivées sur le marché du travail après les TG, connaissent des conditions de vie moins favorables : les jeunes gagnent moins que la génération de leur père, ils sont confrontés au chômage et à la précarité (*lire doc. 2 p. 198*), ils ont plus de chance d'avoir un emploi ne correspondant pas à leur formation, ils ne sont pas sûrs de profiter de l'Etat-providence...
Chauvel parle de lutte des âges pour désigner ces intérêts opposés entre générations : la nouvelle génération est en concurrence avec la précédente pour occuper les postes valorisés (emplois de direction mais aussi responsabilités politiques).
Remarque : Cette expression fait référence à la lutte des classes, mais attention aux généralisations abusives du type “la lutte des classes est morte, maintenant c'est la lutte des âges”. On a vu que Chauvel lui-même montre que la notion de classe sociale n'était pas obsolète.

2/ Une différenciation selon le sexe et le genre

cf doc 1 inégalités salariales entre hommes et femmes.
La notion de **sexe** renvoie à des différences biologiques entre les hommes et les femmes. La notion de **genre** désigne la dimension sociale des rôles associés aux individus de sexe féminin et masculin.

<u>Document 24</u> : doc. 9 p 202

Q1 : Pourquoi peut-on parler de "ségrégation sexuelle des métiers" ?
Les femmes ont accédé massivement au marché du travail, mais restent très minoritaires dans certaines professions et très fortement surreprésentées dans d'autres, notamment les emplois d’assistantes maternelles, de secrétaires ou de caissières de supermarché. Or, il s'agit d'emplois mal rémunérés et peu prestigieux.
Il existe donc une ségrégation sexuelle des métiers : les femmes accèdent peu aux professions les plus valorisées et restent cantonnées à certains métiers.

Q2 : Qu'est-ce que le plafond de verre ?
On parle de "**plafond de verre**" (invisible), car les femmes ne parviennent que très rarement à se hisser dans les sphères dirigeantes. Alors que les femmes sont aujourd'hui en moyenne plus diplômées que les hommes, les chefs d'entreprise, responsables politiques... restent en grande majorité des hommes.

Remarque : comme le montre le graphique, les femmes ont longtemps été plus touchées par le chômage que les hommes. Mais le taux de chômage des hommes et des femmes s'est égalisé depuis la crise de 2008 car les secteurs les plus durement touchés, qui ont le plus perdu d'emplois, sont très masculins (industrie).

Conclusion : il existe donc de nombreux critères de différenciation sociale, qui participent au caractère multidimensionnel des inégalités et au fait qu'elles tendent à se cumuler.
Certains ne sont pas liés à la notion de classe sociale, ne sont pas superposables sur la dimension économique (il y a des jeunes bourgeois et populaires, idem pour les femmes), d'autres au contraire renforcent les frontières entre les classes sociales (la ségrégation spatiale se fait entre quartiers riches et pauvres).
La notion de classe sociale est donc toujours pertinente pour analyser la structure sociale,

mais d'autres dimensions participent à la position sociale des individus.

Transition : une autre dimension de la structure sociale est la capacité des individus à changer de groupe sociale de générations en générations. Nous allons maintenant étudier la mobilité sociale.